



Militant/Nat London

Des centaines de milliers de travailleurs du rail et du secteur public se sont rassemblés à Paris et dans toute la France le 22 mars contre les attaques du gouvernement sur les syndicats et pour refuser la mise en place d'un système à deux vitesses pour les nouveaux embauchés dans les chemins de fer.

## **Cheminots et travailleurs du secteur public protestent contre les attaques gouvernementales en France**

PARIS — Des centaines de milliers de travailleurs, du ferroviaire et de la fonction publique sont descendus dans la rue ici et dans 180 autres villes à travers la France, le 22 mars. Près de 25 000 cheminots — près d'un quart de l'effectif SNCF — ont participé à la manifestation à Paris. Plus d'un tiers des cheminots du pays ont fait grève pour la journée, paralysant une grande partie du réseau ferroviaire français. Le quotidien financier *Les Echos* a déclaré que la grève était beaucoup plus importante que prévu.

Les travailleurs de la SNCF protestaient contre une série d'attaques du

gouvernement, y compris la menace de la fermeture de 9 000 km de lignes ferroviaires de dessertes locales et des mesures vers la privatisation du chemin de fer.

Le gouvernement du président Emmanuel Macron a fait campagne pour affaiblir les syndicats, à la fois dans les secteurs privé et public en France, et pour affaiblir les protections sociales gagnées au cours de décennies de combat de classe. La plupart de ces attaques, y compris celles qui concernent les travailleurs des chemins de fer, sont menées au nom de la création d'emplois

pour les jeunes. Le chômage chez les jeunes est de plus de 20% et ceux qui ont un emploi sont embauchés sous des contrats temporaires avec des salaires inférieurs, sans avantages sociaux et sans protection syndicale.

En particulier, le gouvernement Macron exige la fin des solides protections juridiques des emplois qui ont été gagnées par les luttes syndicales, contre les licenciements. Il demande que les nouveaux embauchés de la SNCF soient privés de ces protections, créant un système à deux vitesses où les jeunes travailleurs auraient des droits et des acquis sociaux plus faibles.

Les patrons disent qu'ils accordent aux cheminots des privilèges et une protection de l'emploi à vie injustifiés. Ces arguments ont un certain effet sur les travailleurs sans emploi. Les cheminots cherchent à expliquer que les attaques du gouvernement contre ces gains font partie d'une attaque contre tous les travailleurs.

Face aux protestations, le gouvernement a renoncé à la fermeture de lignes ferroviaires de dessertes locales — du moins pour l'instant.

Les travailleurs du secteur public en grève et dans la rue — comprenant ceux des secteurs de l'éducation nationale et de la santé publique, du métro et des bus de Paris, les travailleurs municipaux de l'assainissement et d'autres — ont réagi aux mesures gouvernementales visant à réduire les dépenses pour les services publics et à réduire les effectifs de 120 000 travailleurs dans la fonction publique. Et ils s'inquiètent que les attaques contre les travailleurs des chemins de fer ne mènent finalement à une attaque contre les protections similaires qu'ils ont encore.

Les syndicats du ferroviaire ont annoncé une série de grèves perlées pendant trois mois à partir du mois d'avril.

*Nat London*

---

Recevez chaque semaine le *Militant* complet (en anglais et en espagnol) par la poste :  
**Abonnement d'essai : 6 € pour 10 semaines.** Tarifs ordinaires : 6 mois : 55 € ; 1 an : 100 €

Pour vous abonner, envoyez un chèque à l'ordre de « Livres Pathfinder » à :  
Livres Pathfinder B.P. 10130, 75723 Paris Cedex 15 -- [militant.paris@gmail.com](mailto:militant.paris@gmail.com)  
ou, faites un virement, mentionnant votre adresse, sur le compte de « Livres Pathfinder » :  
IBAN : FR89 2004 1010 1240 1343 4U03 321 -- BIC : PSST FRPP SCE

Pour lire le *Militant* en ligne en anglais ou espagnol, les archives des articles du journal traduits en français : [www.themilitant.com](http://www.themilitant.com)